



**RAPPORT DE LA JOURNEE D'ECHANGES ET D'INFORMATIONS SUR LE RESEAU
DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DU 07 DECEMBRE 2021 AU CEDPE**

**THEME : LE ROLE DE LA SOCIETE CIVILE DANS LA REINSERTION
SOCIOPROFESSIONNELLE DES DESENGAGES DE BOKO HARAM**

INTRODUCTION GENERALE

Dans le cadre de la mise en œuvre des organisations spécialisées dans la question de la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent à travers les programmes de sensibilisation et développement, un réseau de l'organisation de la société civile (ROSC) dont l'objectif est d'apporter sa contribution dans les domaines du développement, de l'intégration, de la prévention et de l'insertion socioprofessionnelle, a été mis en place grâce au soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). C'est dans cette logique que le Pont Focal du Tchad a organisé le 7 décembre 2021, une journée animée d'une conférence débat autour du thème « ***le rôle de la société civile dans la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram*** » et une séance d'information et de présentation du réseau aux OSC.

Il faut rappeler que dans le but de mener des actions efficaces, des points focaux ont été créés dans plusieurs pays notamment au Tchad dont le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme s'est porté volontiers d'abriter le bureau.

DEROULEMENT DE L'ATELIER

La journée a débuté par l'allocution du Président par intérim du Centre d'études pour le Développement et la prévention de l'Extrémisme qui a mis en exergue la problématique de la prolifération des mouvements extrémistes qui affectent la stabilité socioéconomique et politique des pays du bassin du Lac Tchad et l'espace G5 Sahel. Selon le Président par intérim, M. Ibrahim Moussa Youssouf, ces mouvements terroristes ont fait des victimes civiles et militaires, de personnes déplacées, de réfugiés et de retournés etc. Dans le but de faire face à la menace, les Etats de ces deux espaces ont mis en place des organisations de lutte contre le terrorisme notamment le G5 Sahel et la Force Multinationale Mixte (FMM). Les initiatives de cette lutte s'accompagnent par des actions de prévention et de développement dans l'optique de contenir la menace sécuritaire qui pèse sur la survie des Etats. En dépit des efforts engagés pour contenir l'ampleur de la menace des mouvements extrémistes, ces derniers continuent toujours par sévir en faisant des victimes.

C'est dans cette perspective que les organisations ELMAN et NEEM ont jugé nécessaire de lancer l'initiative de fédérer les organisations de la société civile pour qu'ensemble, elles puissent jouer un rôle dans les domaines du développement, de l'intégration, de la prévention et de l'insertion socioprofessionnelle. Cette initiative a été saluée et soutenue par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Et c'est pourquoi, le CEDPE qui, depuis 2017, mène un combat dans le domaine de la prévention de l'extrémisme, a rejoint le réseau.

Le premier intervenant, MAHAMAT AHMAT OUMAR a mis en exergue la dynamique des Organisations de la société civile dans les débats publics. En Afrique, tout comme dans le reste du monde, la question de la société civile fait partie des préoccupations majeures des acteurs politiques et sociaux nationaux, ainsi que de celui des acteurs internationaux. Pour lui, la société civile doit donc être prise au sérieux eu égard au rôle important qu'elle joue à travers ses interventions dans divers domaines. Dans sa présentation, l'auteur a relevé que malgré les contraintes politiques, administratives et financières l'on observe une redynamisation au niveau interne et international. C'est dans cette perspective que l'ONU et ses organismes tels le PNUD soutiennent les activités des OSC notamment celles œuvrant dans le domaine du développement et de la paix.

Le deuxième exposé est fait par AGASSIZ BAROUM sur la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram, montre le rôle que doit jouer la société civile dans la réinsertion des désengagés de Boko haram. Pour lui, les OSC font un travail d'expertise, d'évaluation, d'accompagnement dans le processus de réinsertion socioprofessionnelle. Il a montré les progrès réalisés par le CEDPE dans la prévention de l'extrémisme violent au Tchad.

La troisième intervenante Madame MAMADJIBEYE NAKO, nous a entretenus sur le travail de plaidoyer et d'accompagnement des OSC dans la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés. Pour elle, les Organisations de la Société Civile doivent jouer un rôle de plaidoyer auprès des gouvernants et des partenaires mais aussi mener des actions permettant de répondre aux attentes des désengagés. Les OSC peuvent travailler en synergie d'action pour aboutir à la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés.

La quatrième présentation qui porte sur le rôle de la société civile dans la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram est présentée par Monsieur IBRAHIM Moussa. L'orateur a mis en exergue la nécessité pour les OSC à mettre sur pied des projets porteurs en vue de l'obtention de fond auprès des bailleurs et partenaires. Il interpelle les OSC à se mettre ensemble pour mener des actions d'envergure.

La cinquième présentation est celle de Madame Zara Yacoub. L'oratrice a orientée sa communication sur pourquoi les OSC doivent-elles jouer un rôle dans la réinsertion des désengagés ? A cette interrogation, elle estime que les OSC doivent jouer ce rôle dans la mesure où il y a l'absence de l'Etat dans certaines parties du pays mais aussi c'est parce qu'il y a une résurgence. Pour elle, l'on ne peut pas confier les désengagés aux chefs des communautés mais à l'Etat. L'Etat doit prendre sa responsabilité vis-à-vis de ces personnes.

En fin la dernière intervention de Monsieur Younous IBEDOU a porté sur la mise sur pied des cadres d'accompagnement des désengagés. Pour l'auteur, l'Etat doit créer des structures d'accueil pour les désengagés pour un suivi psychosocial en vue de permettre leur insertion socioprofessionnelle.

A la fin de ces différentes présentations, l'assistance a reçu la visite de la délégation Suédoise. Après échanges entre la délégation, le Point focal OSC et le Président par intérim du CEDPE, une photo de famille est prise. Pour rendre l'utile à l'agréable une pause déjeuner est observée.



Entretien avec M. Thomas, l'ambassadrice suédoise, M. Lacina Baro du Pnud, Mahamat Kabir conseiller du Président du CEDPE, Désiré Oubadjimdehba coordinateur du Point Focal du réseau, M. Idriss Président d'ACHDR.

Commencée à 9h 32, la journée d'échanges et d'informations sur le réseau des organisations de la société civile a pris fin 14h13mn.

CONCLUSION

En somme, la journée animée de conférence débat autour du thème « **le rôle de la société civile dans la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram** », d'information et de présentation du réseau aux Organisations de la Société Civile est riche d'échange assorti des recommandations suivantes.

RECOMMANDATIONS :

- ✓ Considérant les menaces terroristes dans le bassin du lac Tchad et au Tchad ;
- ✓ Considérant la résurgence des mouvements terroristes dans le Sahel ;
- ✓ Considérant la nécessité de la réinsertion socioprofessionnelles des désengagés de Boko Haram ;
- ✓ Considérant le manque des moyens pour les organisations de la société civile pour la réinsertion des Boko Haram,

Nous, participants à la journée d'animation de la conférence débat sur « **le rôle de la société civile dans la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram** », d'information et de présentation du réseau aux Organisations de la Société Civile tenue le 07 décembre 2021 au CEDPE, recommandons ce qui suit :

Au Gouvernement

1. Créer un centre d'accompagnement psychosocial et de réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram ;
2. Mettre en place un cadre juridique pour la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram au Tchad ;
3. Accompagner les Organisation de la Société Civile dans les différentes actions de réinsertion ;

✚ Aux partenaires Techniques et Financiers

- 1- Appuyer les Organisations de la société Civile dans la mise en œuvre des actions;
- 2- Appuyer les Organisations de la Société Civile en moyens matériels.

LES IMAGES DE LA CONFERENCE DEBAT ET DE LA RENCONTRE





Infinix NOTE 8i



Infinix NOTE 8i



Infinix NOTE 8i



Infinix NOTE 8i



Infinix NOTE 8i



Fait à N'Djamena, le 07 Décembre 2021

Les participants

Rencontre et entretien avec la délégation

Arrivée à 12h 15 au siège du CEDPE, une délégation composée d'Emma Sandal Program Manager de Embassy of Sweden, Tomas Kral, Regional Program Prévention of Violent extremism (PVE), Programme des Nations Unies et M. Lacina Barro, Spécialiste Résilience et Stabilisation du *Programme des Nations Unies pour le Développement, Tchad*. La délégation s'est entretenue avec une équipe composée du coordinateur du Point Focal du réseau des OSC M. Désiré Djimadoumdehba, du Président d'ACHDR M. Idriss, membre fondateur du réseau, de M. Mahamat Kabir conseiller du CEDPE, Mme Achta Mahamat Hassan chargée des finances du CEDPE. Après un tour de table pour une brève présentation, les deux parties ont abordé les points suivants :

- L'Objectif du réseau ;
- Le plan d'action du Réseau des organisations de la société civile.
- L'Echange sur le ROSC.

C'est une rencontre interactive et très intéressante. Durant l'échange, la délégation a posé des questions telles que :

- Qui sont les participants et les membres du Réseau ;
- Les zones d'interventions ;
- Le but du ROSC ;
- La stratégie du ROSC pour mener des actions sur les terrains ;
- Quelles sont les activités à mener ;
- Comment collecter les données sur les terrains...

Selon le coordinateur du point focal, le réseau va travailler avec toutes les organisations de la société civile qui ont adhéré au réseau, les leaders religieux et traditionnels et les autorités.

Les principales zones cibles du ROSC sont le Lac Tchad pour les questions du terrorisme, la réinsertion des ex-associés de Boko Haram, le Kanem et le Hadjer Lamis qui se trouvent à la frontière du Lac, à l'EST et au Sud pour la question des conflits inter et intracommunautaires, les conflits agriculteurs éleveurs. Monsieur

Tomas a donné également une explication sur la création du réseau et des moyens d'actions qui seront alloués avec l'apport du PNUD qui est le partenaire accompagnateur du réseau. Monsieur Idriss de répondre à la question de la capacité du réseau a travailler sur les zones sensibles dont l'expérience du centre et son organisation sont avérées « fiables ». L'ambassadrice de la Suède à Addis Abeba quant à elle s'est dite satisfaite des échanges et dit que son pays se proposerait d'accompagner le réseau avec les moyens pour atteindre les objectifs escomptés. Le PNUD s'est également dit disposé à accompagner le réseau dans les projets.

Comment collecter les données sur les terrains

Selon la chargée des finances, le ROSC a déjà mis en place un système de suivi et évaluation qui permettra de collecter les données quantitatives et qualitatives auprès des bénéficiaires. Nous sommes en train de concevoir des outils qui seront partagés aux OSCs pour les activités.

LES IMAGES DE LA RENCONTRE



